Un lieu unique pour les femmes victimes de violences

Ils sont pressés de voir leur projet se concrétiser. Eux ? Ce sont des professionnels de santé à l'origine de la future maison pour les femmes victimes de violences qui devrait naître en 2023 à l'hôpital Sud.

Le projet

L'idée est partie d'un constat résumé par la Dr Louise jacquet Thierry, interne en gynécologie-obstétrique à l'hôpital Sud de Rennes (CHU) et en médecine légale. **« Nous avions, à Rennes, un manque de lieu dédié pour la prise en charge et de soins pour les femmes victimes de violence. Il existe différentes structures mais qui n'ont pas l'habitude de travailler de façon coordonnée. »**

Les professionnels de santé observaient aussi que **« la première porte d'entrée des victimes est en général le CHU pour les premiers soins médicaux après les violences qu'elles ont subi. Elles sont évidemment prises en charge**, précise l'interne. **Mais ces violences physiques peuvent aussi avoir d'importantes répercussions et entraîner des troubles psychiques et psychiatriques. Elles peuvent aussi nécessiter une aide sociale et juridique. Ces femmes se trouvaient alors confrontées à un vrai parcours labyrinthique ».** À qui s'adresser ? Où trouver les bonnes adresses ? Dans quels délais ?

Dr Louise Jacquet-Thierry, interne en gynécologie obstétrique et en médecine légale, professeur Vincent Lavoué, chef du service de gynécologie obstétrique du CHU de Rennes, Dr Cloé Guicheteau, médecin généraliste et coordonnatrice du planning familial, Dr Jean-Philippe Harlicot, gynécologue et spécialiste des mutilations sexuelles, devant le site du futur centre à l'hôpital Sud.

| PHOTO : OUEST-FRANCE

« Toutes les formes de violences »

L'association rennaise Asfad, créée en 1969, intervient déjà pour soutenir les femmes en difficulté, notamment dans le cadre des violences conjugales. **« Mais nous voulons prendre en compte toutes les formes de violences faites aux femmes,** ajoute la docteure Cloé Guicheteau. **Les violences conjugales mais aussi sexistes, l'inceste, le harcèlement, l'interruption volontaire de grossesse, des soins obstétriques, les mutilations sexuelles... »**

Les réflexions ont commencé il y a deux ans et demi avec le soutien du professeur Vincent Lavoué, chef du service de gynécologie obstétrique du CHU et le Dr Jean-Philippe Harlicot, gynécologue et spécialiste des mutilations sexuelles. **« Nous avons tous partagé le même constat,** assure le chef de service. **On devait effectivement proposer un lieu unique pour une prise en charge globale. »** L'idée est là. Reste à la concrétiser.

« Des parcours personnalisés »

« Nous avons provoqué une réunion en novembre 2021 avec la Ville et l'Asfad. Elles avaient fait le même constat que nous et réfléchissaient également à un lieu unique. La décision a été prise de créer cette maison de prise en charge des femmes victimes de violence. » L'Agence régionale de santé (ARS) accorde une enveloppe de 90 000 € pour un poste de coordinatrice du projet. La Ville accepte d'attribuer 1,3 million d'euros sur un budget total de 1,5 million d'euros. Des mécènes donnent aussi de l'argent pour boucler le projet.

À quoi rassemblera cette maison ? **« Elle sera construite sur un espace devant l'hôpital Sud, 300 m² sur deux niveaux, avec des salles de soins, des espaces conviviaux, des pièces de repos, une salle de bains, une bagagerie...,** présente la docteure Cloé Guicheteau. **On y trouvera aussi des psychiatres, des psychologues, des sexologues, des gynécologues, des médecins généralistes et légistes, des assistantes sociales, des travailleurs sociaux, des conseillers conjugaux, des kinés... Toutes les ressources dans une unité de temps et de lieu avec des parcours personnalisés. »**

Les travaux de construction devraient commencer à la fin de cette année. La future maison devrait ouvrir à l'été 2023.

Samuel NOHRA.